ACTION URGENTE

Israël et TPO. Un pédiatre et directeur d'hôpital doit être libéré

Le 27 décembre 2024, l'armée israélienne a mené un raid contre l'hôpital Kamal Adwan à Mashrou' Beit Lahiya et arrêté arbitrairement son directeur, le docteur Hussam Abu Safiya, ainsi que d'autres membres du personnel hospitalier et des patients. Ce raid a mis hors service cet établissement qui était le dernier grand hôpital encore opérationnel dans le gouvernorat de Gaza-Nord. Depuis plusieurs mois, le docteur Hussam Abu Safiya était la voix la plus importante du secteur de la santé de Gaza. Les autorités israéliennes doivent le libérer immédiatement. En attendant sa libération, elles doivent révéler le lieu où il se trouve, l'autoriser à communiquer avec un avocat, veiller à ce qu'il soit protégé contre la torture et les autres mauvais traitements, et lui fournir les soins médicaux dont il a besoin.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Brig. Gen. Yifat Tomer-Yerushalmi
Military Advocate General
Israel Defence Forces
Fax : +972(0)35694526
Courriel : pazar@idf.il

Madame l'Avocate-Générale,

*Je vous écris pour demander la libération immédiate du **docteur Hussam Abu Safiya,** pédiatre et directeur de l'hôpital Kamal Adwan dans la bande de Gaza occupée, qui a été arbitrairement arrêté et soumis à une disparition forcée par les forces israéliennes le 27 décembre 2024, avec d'autres membres du personnel et des patients de l'hôpital, à la suite d'un raid mortel mené contre l'hôpital qui a mis cet établissement hors service.*

Le docteur Hussam Abu Safiya, 51 ans, a été pendant des mois l'une des voix les plus importantes du secteur décimé de la santé à Gaza, fournissant des informations complètes et fiables sur la situation sanitaire dans le gouvernorat de Gaza-Nord, en particulier depuis que les forces israéliennes soumettent la région, depuis le 6 octobre 2024, à un siège quasi total. Il a continué à témoigner et à soigner des enfants malgré la mort son fils qui a été tué en octobre 2024.

Les témoignages recueillis par Amnesty International et d'autres groupes de défense des droits humains révèlent une réalité effroyable dans les prisons et centres de détention israéliens, où les détenus palestiniens, y compris les membres des professions de santé, sont systématiquement soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements et privés du droit à un procès équitable et à une procédure régulière, ainsi que de l'accès à des soins médicaux et à une alimentation suffisante. Compte tenu de ce qui précède et du fait que les autorités israéliennes n'ont toujours pas autorisé l'accès d'observateurs indépendants aux centres de détention, nous éprouvons de vives inquiétudes au sujet de l'état de santé et du bien-être du docteur Hussam Abu Safiya.

En l'arrêtant arbitrairement, en refusant de révéler où il se trouve et en lui refusant l'accès à un avocat, les forces israéliennes ont commis des violations graves du droit international, notamment le crime de disparition forcée.

Je vous demande en conséquence de garantir la libération du docteur Hussam Abu Safiya et de tou·te·s les autres Palestinien·ne·s, notamment les profesionnel·le·s de santé, soumis à une disparition forcée et détenus arbitrairement par Israël. Dans l'attente de la libération du docteur Hussam Abu Safiya, je vous prie instamment de révéler où il se trouve et d'assurer sa protection contre toutes les formes de torture et de mauvais traitements, notamment la coercition. Il faut également que le docteur Hussam Abu Safiya, dans l'attente de sa libération, soit autorisé à communiquer avec un ou une avocat·e et qu'il reçoive pendant sa détention des soins médicaux adéquats.

Veuillez agréer, Madame l'Avocate-Générale, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 27 décembre 2024, l'armée israélienne a arrêté arbitrairement le docteur Hussam Abu Safiya, pédiatre et directeur de l'hôpital Kamal Adwan à Mashrou' Beit Lahiya, dans le gouvernorat de Gaza-Nord, ainsi que d'autres membres du personnel hospitalier et des patients qui recevaient des soins. Ce raid, qui constitue le dernier épisode en date d'une série d'attaques menées au cours des trois derniers mois contre des centres de santé dans le nord de Gaza, a mis hors service cet établissement qui était le dernier grand hôpital encore opérationnel dans cette région. Quelques semaines plus tôt, en octobre 2024, les forces israéliennes avaient fait une descente dans l'hôpital et arrêté des membres du personnel médical et des patients. Le 12 décembre 2023, les forces israéliennes avaient déjà mené un raid contre ce même hôpital, arrêtant également des membres du personnel et des patients. Ce raid avait mis l'hôpital hors service, mais grâce aux efforts et au dévouement du docteur Hussam Abu Safiya et de ses collègues, l'établissement avait pu rouvrir et reprendre ses activités. De janvier à septembre 2024, l'hôpital a reçu des personnes blessées venant du nord de Wadi Gaza, y compris de la ville de Gaza, qui ne pouvaient pas recevoir de soins médicaux ailleurs en raison de l'établissement par l'armée israélienne du « corridor de Netzarim » qui a coupé en deux la bande de Gaza. Le personnel hospitalier a soigné des personnes blessées lors des attaques menées contre des personnes affamées qui faisaient la queue pour obtenir de la farine et une aide, attaques que les Palestinien·ne·s appellent les « massacres de la farine », ou lors d'autres frappes et bombardements. L'hôpital a également reçu et soigné des enfants et des nourrissons souffrant de malnutrition sévère et de déshydratation. Durant toute cette période, le docteur Hussam Abu Safiya et ses collègues ont fourni à des organisations humanitaires et de défense des droits humains des informations fiables sur la situation sanitaire. Depuis octobre 2024, les forces israéliennes mènent une offensive dévastatrice et concentrée contre le gouvernorat de Gaza-Nord, soumettant cette région à un siège presque total, l'isolant de la ville de Gaza, tuant et blessant des milliers de civil·e·s et déplaçant de force la plupart des personnes qui y vivent encore. Pendant tous ces mois et jusqu'au raid du 27 décembre, l'hôpital Kamal Adwan a de fait constitué la dernière bouée de secours pour celles et ceux qui étaient restés dans le gouvernorat de Gaza-Nord et dont le nombre est estimé à seulement 75 000. Le docteur Hussam Abu Safiya était leur voix.

Pendant la campagne militaire israélienne et le génocide qu'elle continue de mener contre la population palestinienne à Gaza, Israël a arrêté arbitrairement et soumis à une disparition forcée des centaines de membres palestiniens du personnel de santé de Gaza, sans inculpation ni procès. Des professionnel·le·s de santé ont été soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements, détenus au secret ou soumis à des conditions équivalant à une disparition forcée.

Le docteur Hussam Abu Safiya, comme de nombreux autres professionnel·le·s de santé avant lui, a été arrêté alors qu'il soignait ses patient·e·s et s'acquittait de ses tâches médicales. Le 9 janvier, le tribunal israélien d'Ashkelon a prolongé sa détention sans inculpation jusqu'au 13 février en vertu de la Loi relative aux combattants irréguliers, et a prolongé l'interdiction faite au docteur Hussam Abu Safiya de rencontrer un·e avocat·e jusqu'au 22 janvier. Les autorités israéliennes continuent de refuser de révéler où il se trouve. Des Palestiniens récemment libérés du centre de détention de Sde Teiman ont déclaré aux médias avoir vu le docteur Hussam Abu Safiya dans ce centre de détention.

Les attaques menées par les forces israéliennes ont gravement touché le personnel de santé et les établissements médicaux, et ont détruit le système de soins de santé. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a réuni des informations sur au moins 136 frappes menées contre 27 hôpitaux et 12 autres établissements médicaux, qui ont fait de nombreuses victimes parmi les médecins, les infirmières·iers et d'autres civil·e·s. La destruction par Israël du système de santé à Gaza fait partie de son plan visant à infliger délibérément des conditions de vie telles qu'elles entraînent la destruction physique de la population palestinienne, ce qu'interdit la Convention sur le génocide.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Anglais et hébreu
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 27 octobre 2026
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Hussam Abu Safiya (il).